



CLINIQUE DOCTORALE
AIX GLOBAL JUSTICE

Clinique de Droit international
des droits de l'homme

www.aixglobaljustice.org

**Contribution pour l'étude
marquant le 30^e
anniversaire de la
Déclaration sur la protection
de toutes les personnes
contre les disparitions
forcées**

**Étude de l'impact de la Déclaration au Sri
Lanka**

Janvier 2022

Ce travail a été réalisé sous la coordination de Indira BOUTIER, membre de la Clinique doctorale de droit internationale des droits de l'homme et grâce au concours d'étudiants cliniciens en droit :

*Emilie AGU
Liya ALIEVA
Nathanaël GRIFFART
Julien LAMY
Carla LECLERE
Sophie LENGRAND
Théo LOZANO
Valérie QUINTERO BORRERO*

Ce document est produit à titre d'information et s'inscrit dans le cadre des travaux de la Clinique et d'un partenariat académique. Aix-Marseille Université et l'ensemble de ses composantes déclinent toute responsabilité quant au contenu du document et quant à son utilisation ultérieure.

La dernière mise à jour date du 29/01/2022.

Pour toute question complémentaire sur ce dossier, veuillez contacter :

*Indira Boutier
indiravirmani@protonmail.com
+33688610968*

Ou

*Adeline Auffret O'Neill, Coordinatrice générale de la Clinique Aix Global Justice
a.auffret.oneill@gmail.com
+33 6 75 63 68 28*

La Clinique est dirigée par le Professeur Ludovic HENNEBEL et les travaux se font sous sa direction.

Abréviations

CDH	Conseil des droits de l'homme
CEDH	Convention européenne des droits de l'homme
Déclaration	Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
ICPPED	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
OMP	Office on missing persons
Parliament of Sri Lanka	Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka
WGEID	Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Questions

1. **Pouvez-vous donner des exemples de la manière dont la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (ci-après, "la Déclaration") a contribué à l'élaboration de la législation nationale dans votre pays (ou dans les pays cités) ? Pouvez-vous donner des exemples de dispositions nationales qui ont été adoptées dans votre pays (ou dans les pays ciblés) à la suite de la mise en œuvre de la Déclaration ?**
2. **Pouvez-vous indiquer le statut de la Déclaration dans l'ordre juridique interne de votre pays (ou des pays ciblés), c'est-à-dire par rapport à la législation ordinaire ?**
3. **Pouvez-vous indiquer si les dispositions de la Déclaration peuvent être invoquées devant les tribunaux nationaux de votre pays (ou des pays ciblés) et, le cas échéant, donner des exemples de cas où les tribunaux nationaux ont fait référence à la Déclaration dans leurs verdicts (si possible en résumant les dispositions de la Déclaration auxquelles il a été fait référence et comment elles ont été interprétées) ?**
4. **Pouvez-vous illustrer comment la Déclaration a contribué aux progrès du droit international sur les disparitions forcées ?**
5. **Votre pays (ou les pays ciblés) a-t-il ratifié ou adhère-t-il à la Convention Internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ? Si votre État (ou les pays ciblés) n'a pas encore ratifié ou adhéré à la Convention, existe-t-il un projet ou une initiative en cours pour le faire ?**
6. **Pouvez-vous illustrer la manière dont la Déclaration a influencé la jurisprudence internationale sur les disparitions forcées ? En particulier, pouvez-vous donner des exemples de jugements, verdicts, opinions ou décisions rendus par les tribunaux ou mécanismes internationaux pour lesquels une référence a été faite à la Déclaration (si possible en résumant à quelles dispositions de la Déclaration il a été fait référence et comment elles ont été interprétées) ?**
7. **Pouvez-vous indiquer les principaux obstacles – pratiques et juridiques – rencontrés par vous, votre État (ou les pays ciblés), votre institution ou votre organisation dans la mise en œuvre de la Déclaration (si possible, en faisant référence à des dispositions spécifiques et à des exemples concrets) ?**
8. **Pouvez-vous indiquer si votre État (ou les pays ciblés) a déjà fait l'expérience de la coopération et de l'assistance techniques des Procédures Spéciales et si vous pensez que cela pourrait être un moyen efficace de diffuser davantage et de promouvoir la mise en œuvre de la Déclaration. Il y'auraient-ils d'autres types d'initiatives qui devraient être privilégiées ?**
9. **Pouvez-vous indiquer une activité mise en place dans votre pays (ou les pays ciblés) pour sensibiliser et diffuser davantage le contenu de la Déclaration ? À votre connaissance, la Déclaration a-t-elle été traduite dans une langue locale autre que les six langues officielles des Nations Unies ? Si oui, pouvez-vous partager une copie de la traduction ?**
10. **Pouvez-vous partager des informations concernant des programmes de formation existants (destinés à la fois aux autorités et aux organisations de la société civile) dans votre**

pays (ou les pays ciblés) par lesquels la Déclaration est analysée et diffusée ? Toute information sur la nature et la fréquence de ces formations serait utile.

11. Y a-t-il d'autres informations que vous jugez pertinentes aux fins de l'étude ?

La guerre civile au Sri-Lanka (1983-2009) sous un gouvernement contrôlé par une majorité cingalaise, entraîne la disparition forcée de 60 000 à 100 000 personnes, appartenant majoritairement à l'ethnie tamoule. C'est le deuxième pays du monde le plus touché par les disparitions forcées.¹

1. Sous la présidence de Maithripala Sirisena (2015-2019), des mesures sont prises pour la protection des droits civils et politiques.

Son gouvernement promulgue la loi N° 5 de 2018² sur les disparitions forcées pour incorporer les obligations contenues dans la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (ICPPED) dans le droit national, tel que son interdiction (section 23) ou encore le droit à une indemnisation (section 3).

Le bureau des personnes disparues (OMP) est alors créé en 2016³ pour répondre à la logique des articles 9, 13 et 19 de la Déclaration. Son mandat consiste à rechercher les personnes disparues, faire des recommandations aux autorités, et identifier les voies de recours disponibles.

Toutefois, l'OMP est accusé par les familles des victimes et les organisations de la société civile d'avoir un impact limité⁴. Le mouvement international contre les formes de discrimination et de racisme a affirmé que l'OMP semblait vouloir réduire le nombre de dossiers, plutôt que rechercher la vérité et que le processus partiel de nomination et de désignation des membres suscite la peur et la suspicion⁵.

Des certificats d'absence introduits dans l'amendement à la loi sur l'enregistrement des décès de 2016⁶, permettent aux familles de disparus pendant la guerre de profiter des mêmes droits que ceux possédant un certificat de décès (héritage, transfert de propriété). Établir la vérité, la justice et la réparation des victimes de disparitions forcées, comme les obligations internationales l'imposent aux États⁷, est un processus long.⁸ Les efforts mis en place en ce sens sont freinés par le Président, Gotabaya Rajapaksa depuis 2019. En pratique, les droits des proches à un recours effectif et à la traduction des responsables en justice sont menacés⁹.

¹ « Sri Lanka : vote d'une loi sur les disparitions pendant la guerre », *RFI*, 7 juin 2016.

² Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, *International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance*, ACT, No. 5 of 2018, March 21, 2018.

³ T. Dibbert, "Examining Sri Lanka's Office of Missing Persons", *The Diplomat*, May 27, 2016.

⁴ M. Pathmanathan, "International Investigation Into Sri Lanka's Enforced Disappearances Only Chance For Justice", *Human Rights Pulse*, March 2, 2021.

⁵ Exposé verbal, 48ème session du Conseil des droits de l'homme, "The international movement against all forms of discrimination and racism", 16 septembre 2021. Voir également question 7.

⁶ Parliament of Sri Lanka, *Registration of deaths (temporary provisions)*, (amendment) act, n°16, September 7, 2016.

⁷ G. Citroni, "Faraway, so close: victims of enforced disappearance in Bosnia and Herzegovina and the rights to know the Truth, Justice and Reparation", *Droits fondamentaux*, n° 19, 2021, p. 29.

⁸ Special Rapporteur on the Promotion of Truth, Justice, Reparations and Guarantees of Non-recurrence, *Report on the Foundation of the Mandate and the Importance of a Comprehensive Approach that Combines the Elements of Truth-Seeking, Justice Initiatives, Reparations and Guarantees of Non-Recurrence in a Complementary and Mutually Reinforcing Manner*, A/HRC/21/46, August 9, 2012.

⁹ "Sri Lanka: President's remarks on "missing persons" are an affront to victims", *International Commission of jurists*,

2. La Constitution prévaut sur toute autre norme juridique. Cependant, l'Etat est tenu à respecter les conventions internationales (article 27(15))¹⁰. Dans l'affaire *Singarasa* (2006)¹¹, la Cour Suprême a considéré que l'adhésion du Sri-Lanka au Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques était inconstitutionnelle. Les Sri-lankais ont donc été privés du droit de soumettre des communications individuelles au Comité des droits de l'homme des Nations-Unies.¹² Cette jurisprudence interroge le respect par le Sri-Lanka de ses obligations internationales¹³ et inquiète quant à sa poursuite de l'intégration de la Déclaration dans l'ordre interne.

3. Les requérants peuvent soulever les dispositions de l'ICPPED devant les juridictions internes, suite à son intégration dans l'ordre juridique interne par l'acte n°5 du Parlement¹⁴. Pourtant, la Déclaration n'a été mentionnée dans aucune affaire, suite aux obstacles juridiques et politiques¹⁵.

4. En tant que déclaration de l'Assemblée Générale, la Déclaration n'a pas d'effet obligatoire, sans pour autant atténuer son influence. Elle a une portée politique.¹⁶ La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), prend en compte la Déclaration pour constater une violation de l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme dans plusieurs affaires¹⁷. La Déclaration permet également aux institutions régionales d'établir des instruments contraignants contre les disparitions forcées, comme la Convention Interaméricaine sur les Disparitions Forcées des Personnes de 1994.

L'adoption par les Nations Unies de l'ICPPED donne un cadre juridique obligatoire et universel à la question des disparitions forcées. Avec cette Convention, la Déclaration a grandement contribué au progrès du droit international sur la question.

5. Sous Sirisena, l'ICPPED signée le 10 décembre 2015, est ratifiée le 25 mai 2016.

6. La Déclaration est convoquée par des juridictions régionales dans leur argumentaire. Dans *Margus c. Croatie* (2014)¹⁸, la CEDH utilise l'article 18 de la Déclaration pour interdire l'octroi de l'amnistie dans une affaire de disparition forcée.

En outre, dans l'arrêt *Chitay Nech y otros vs. Guatemala* (2010)¹⁹, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme cite la définition de la disparition forcée contenue dans le préambule de la

January 24, 2020.

¹⁰ "The State [...] shall endeavor to foster respect for international law and treaty obligations in dealings among nations."

¹¹ Cour Suprême du Sri-Lanka, *Nallaratnam Singarasa vs. Attorney General*, SC Spl (LA) No 182/99, September 15, 2006.

¹² N. Rodley, "The Singarasa case: quis custodiet ...? A test for the bangalore principles of judicial conduct", *Israel Law Review*, Vol. 41, Issue 3, 2008, p.505.

¹³ "This ruling raises serious questions about Sri Lanka's compliance with international law, including the full spectrum of international human rights and humanitarian legislation.", Réponse de Mr Mandelson au nom de la Commission européenne à la question E-3338/2007, 8 août 2007.

¹⁴ Parliament of Sri Lanka, *International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance*, *Op. Cit.*

¹⁵ Voir question 7.

¹⁶ F. Petiteville, « La politisation résiliente des Organisations internationales », *La (dé)politisation des organisations internationales - Critiques internationales*, 2017 (n°76).

¹⁷ Voir par exemple : CEDH, *Bazorkina c. Fédération de Russie*, 27 juillet 2006, requête no 69481/01 ; CEDH, *Osmanoğlu c. Turquie*, 24 janvier 2008, requête no 48804/99.

¹⁸ CEDH, *Margus c. Croatie*, 27 mai 2014, Requête no 4455/10, §201.

¹⁹ CIADH, *Caso Chitay Nech y otros vs. Guatemala*, 25 mai 2010, Series C No. 250, §83.

Déclaration, pour circonscrire le champ d'application des règles concernant les disparitions forcées.

7. L'application de la Déclaration au Sri Lanka se heurte à la loi sur la prévention du terrorisme²⁰. Cette loi créée pendant la guerre permet encore aujourd'hui des arrestations, des détentions arbitraires et l'usage de la torture²¹. Le ministre de la Défense peut ordonner la détention de personnes à des fins d'enquêtes ou à titre de mesures préventives (article 9), autoriser la détention d'une durée de 18 mois sans inculpation, et restreindre la liberté d'expression et d'association sans possibilité d'appel.

Le gouvernement de Rajapaksa a étendu cette loi en permettant la détention de personnes soupçonnées de provoquer une « discorde religieuse raciale ou communautaire ». Ces détentions sans procès permettent aux autorités de ne pas communiquer d'informations aux familles.²²

Une commission présidentielle d'enquête sur la victimisation politique mise en place en janvier 2020 par le Président, intervient pour exempter des individus de procédures devant la justice. Les poursuites ont notamment été abandonnées contre l'ancien commandant de la marine Wasantha Karannagoda dans l'affaire de la disparition de 11 tamouls en 2008 et 2009²³. Les tribunaux n'ont pas saisi l'opportunité d'appliquer le droit international et assurer une justice transitionnelle efficace²⁴, cristallisant ainsi une impunité quasi-constante. Aucune affaire emblématique n'a abouti à une condamnation²⁵.

Les familles de victimes subissent des menaces et des intimidations de la part des autorités²⁶.

Le Président a nommé Jayantha Wickramaratne, ancien policier accusé de destruction de preuves, et Upali Abeyrathne, magistrat ayant suspendu les poursuites contre Wasantha Karannagoda²⁷, au sein de l'OMP. Cette décision renforce les critiques des activistes qui considèrent l'OMP comme un « écran de fumée »²⁸ qui n'accomplit rien de « substantiel »²⁹.

En 2019, le gouvernement approuve une allocation de 6 000 LKR par mois pendant deux ans, pour les familles des disparus lors de la guerre détenant un certificat d'absence. Un budget de 500 millions est débloqué. Pourtant, en 2019, seules 153 familles ont reçu ce paiement. La question des fonds non-dépensés reste irrésolue. Une pétition signée par plus de 1200 membres des familles

²⁰ *Prevention of terrorism act*, n°. 48 of 1979, 1979.

²¹ "Counterterrorism At What Cost? Sri Lanka To Open Controversial Extremist Rehabilitation Centres", *Human Rights Pulse*, August 19, 2021.

²² *Ibid.*

²³ « Sri Lanka. L'obligation de rendre des comptes pour la disparition de 11 Tamouls n'est pas respectée », *Amnesty International*, 4 août 2021.

²⁴ "Impunity reigns in Sri Lanka as accused war criminal Wasantha Karannagoda appointed as governor of North-Western province", *Tamil Guardian*, December 9, 2021.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ "Sri Lanka: Deliver justice, truth and reparation to families of the disappeared", *Amnesty International*, November 27, 2020.

²⁷ M. Ganguly, "Families of Sri Lanka's Forcibly Disappeared Denied Justice", *Human Rights Watch*, August 25, 2021.

²⁸ "Sri Lanka launches new campaign on enforced disappearances", *UCANEWS*, January 14, 2019.

²⁹ D. Siri, "The OMP didn't achieve anything substantial", *The morning*, February 23, 2021.

pour recevoir l'allocation, reste sans réponse.³⁰

En octobre 2020, une réforme constitutionnelle donne pleins pouvoirs au président³¹. Le Parlement européen a alors fait part de ses inquiétudes sur la détérioration de la démocratie au Sri-Lanka³². Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (WGEID) précise qu'au moins 13 commissions d'enquête présidentielles sont caractérisées par un manque d'indépendance, de partialité et de transparence³³.

Ces nouvelles prérogatives et la frilosité de l'actuel gouvernement à appliquer les mesures de justice transitionnelle empêchent la poursuite éventuelle des responsables de disparitions forcées et, *de facto*, l'application de la Déclaration.

8. Le Sri Lanka a reçu deux visites du WGEID: (i) en 1999 ; (ii) et du 9 au 18 novembre 2015. Le pays a également fait l'objet de visites régulières des rapporteurs spéciaux et des groupes de travail. Pourtant, depuis 2014, aucune des communications des rapporteurs spéciaux sur les obstacles rencontrés par les proches de victimes n'a reçu de réponse. L'élection de Rajapaksa et les obstacles rencontrés par les commissions d'enquête³⁴ fragilisent des futures collaborations.

Dans le rapport du Conseil des droits de l'homme, à la suite de la visite du WGEID de 2016, le Sri-Lanka est invité à incorporer des dispositions de la Déclaration au droit interne, tels l'article 4 ou l'article 10(1)³⁵. De nombreuses violations de la Déclaration sont soulignées (droit à l'accès aux informations sur la détention des personnes disparues -article 10(2)-, droit des proches à la vérité, à la justice, à la réparation et à la garantie de non-répétition -articles 14(3)-(5)-, droit à la réparation des victimes - article 9)³⁶, notamment, l'absence d'une claire législation qui répondrait aux dispositions de la Déclaration³⁷. La loi de 2018 a permis de suivre les recommandations du Comité.

9.1. L'OMP a conduit une campagne de sensibilisation pour faire connaître les dimensions de son mandat auprès de divers groupes ciblés (familles, journalistes, organisations de la société civile, son personnel)³⁸. Ainsi, en 2018, neuf réunions ont été organisées.

A cela s'ajoutent cinq campagnes de communication, notamment via la radio, les journaux et la télévision. Des communiqués sur l'histoire des disparitions forcées au Sri Lanka ont été imprimés, en cinghalais, en tamoul (langue des principales victimes de disparition forcées), et enfin, en anglais pour une diffusion internationale. La campagne "Pain Never Disappears, Let's Fulfill Our Responsibility to Find the Truth" a réuni 7,7 millions d'impressions et plus d'un million de vues sur

³⁰ *Ibid.*

³¹ "Sri Lanka: newly adopted 20th Amendment to the Constitution is blow to the rule of law", *International commission of jurists*, October 27, 2020.

³² Résolution du Parlement européen du 10 juin 2021 sur la situation au Sri Lanka, en particulier les arrestations au titre de la loi sur la prévention du terrorisme, 2021/2748(RSP).

³³ "Open Wounds and Mounting Dangers, Blocking Accountability for Grave Abuses in Sri Lanka", *Human Rights Watch*, February 2021.

³⁴ Voir question 7.

³⁵ Conseil des droits de l'homme, *Rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires sur sa mission à Sri Lanka*, A/HRC/33/51/Add.2, 8 juillet 2016, §16.

³⁶ *Ibid.*, §16,53,58

³⁷ *Ibid.*, §14.

³⁸ Office on missing persons, annual report, 2018, p.19, 21.

Facebook³⁹.

Pendant la pandémie de Covid-19, l'OMP a continué à sensibiliser la population via les plateformes digitales et les médias⁴⁰.

A ce jour, les efforts de sensibilisation ne sont orchestrés que par l'OMP, dont la manque d'indépendance lui confère peu de légitimité et de confiance aux yeux de la population⁴¹.

9.2. La Déclaration n'a pas été traduite dans une langue locale.

10. Des formations auprès des autorités et des organisations de la société civile pour analyser et diffuser la Déclaration ne sont pas directement entreprises au Sri Lanka. Cependant, l'Etat et les associations locales s'emploient à établir les faits relatifs à la guerre civile et aux disparitions forcées en corrélation avec le droit à la vérité.⁴²

11. Les manifestations pacifiques organisées le 30 août 2020 à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, ont été fortement réprimées par les forces de sécurité. Au total, 78 manifestants ont perdu la vie dans de telles circonstances au cours des quatre dernières années.⁴³

Les victimes de disparitions forcées sont définies dans l'article 24 de l'ICPPED comme étant à la fois les personnes disparues et celles « qui ont subi un préjudice direct du fait d'une disparition forcée ». Les épouses des disparus sont traitées par la société comme veuves. Elles ne peuvent pas entamer un processus de deuil, et sont susceptibles à la dépression, ainsi qu'aux conflits intra et interpersonnels⁴⁴. De plus, elles doivent faire face aux obstacles pour récupérer leurs terres et accéder à une assistance juridique, et sont particulièrement exposées aux abus sexuels et à l'exploitation, à cause de leur pauvreté et de la perte de leur conjoint⁴⁵.

³⁹ Office on missing persons, annual report, 2019, p.35.

⁴⁰ Office on missing persons, annual report 2020, p. 32.

⁴¹ "Sri Lanka Civil Society Platform contradicts Rights Commissioner on Missing Persons Office", *Sri Lanka Brief*, September 13, 2021.

⁴² Voir notamment le programme *Sahodara Pasal/Padasalai* dans les écoles. K. Sameera Millawithanachchi, "Peace Education and Truth and Reconciliation in Sri Lanka: Assessing Policy effectiveness as panacea for Post-Conflict Reconstruction", *Howard University, Department of Political Science*, May 2020, pp.122-126.

⁴³ "1390 days of struggle, 78 parents lost – tamil families demand international justice", *Tamil Guardian*, December 13, 2020.

⁴⁴ A. Isuru, "Locked in grief: a qualitative study of grief among family members of missing persons in southern Sri Lanka", *BMC Psychology*, October 29, 2021.

⁴⁵ "Learning from experience to advance gender equality; promising practices in Asia", *United Nations High Commissioner for Refugees*, October 2017, p.9.

Bibliographie

LEGISLATIONS

Sri Lanka:

Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, Prevention of terrorism act, n°. 48 of 1979, 1979.

Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, *Registration of deaths (temporary provisions)*, (amendment) act, n°16, September 7, 2016.

Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, *International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance*, ACT, No. 5 of 2018, March 21, 2018.

Convention-déclaration internationales :

Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 18 décembre 1992.

Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 20 décembre 2006.

JURISPRUDENCES

Sri Lanka :

Cour Suprême du Sri-Lanka, *Nallaratnam Singarasa vs. Attorney General*, 15 septembre 2006, SC Spl (LA) No 182/99.

Cours régionales :

Cour Européenne des Droits de l'Homme, *Bazorkina c. Fédération de Russie*, 27 juillet 2006, requête no 69481/01.

Cour Européenne des Droits de l'Homme, *Osmanoğlu c. Turquie*, 24 janvier 2008, requête no 48804/99.

Cour Européenne des Droits de l'Homme, *Margus c. Croatie*, 27 mai 2014, Requête no 4455/10, §201.

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, *Caso Chitay Nech y otros vs. Guatemala*, 25 mai 2010, Series C No. 250, §83.

ARTICLES

F. Petiteville, « La politisation résiliente des Organisations internationales », *La (dé)politisation des organisations internationales - Critiques internationales*, 2017 (n°76), pp. 9-19.

G. Citroni, “Faraway, so close: victims of enforced disappearance in Bosnia and Herzegovina and the rights to know the Truth, Justice and Reparation”, *Droits fondamentaux*, n° 19, 2021, pp 1-29.

K. Sameera Millawithanachchi, “Peace Education and Truth and Reconciliation in Sri Lanka: Assessing Policy effectiveness as panacea for Post-Conflict Reconstruction”, *Howard University, Department of Political Science*, May 2020, pp.122-126.

N. Rodley, “The Singarasa case: quis custodiet ...? A test for the bangalore principles of judicial conduct”, *Israel Law Review*, Vol. 41, Issue 3, 2008, pp.500-521.

ARTICLES DE JOURNAUX

- “1390 days of struggle, 78 parents lost – tamil families demand international justice”, *Tamil Guardian*, December 13, 2020.
- “Counterterrorism At What Cost? Sri Lanka To Open Controversial Extremist Rehabilitation Centres”, *Human Rights Pulse*, August 19, 2021.
- “Impunity reigns in Sri Lanka as accused war criminal Wasantha Karannagoda appointed as governor of North-Western province”, *Tamil Guardian*, December 9, 2021.
- “Sri Lanka Civil Society Platform contradicts Rights Commissioner on Missing Persons Office”, *Sri Lanka Brief*, September 13, 2021.
- “Sri Lanka launches new campaign on enforced disappearances”, *UCANEWS*, January 14, 2019.
- « Sri Lanka : vote d'une loi sur les disparitions pendant la guerre », *RFI*, 7 juin 2016.
- A. Isuru, “Locked in grief: a qualitative study of grief among family members of missing persons in southern Sri Lanka”, *BMC Psychology*, October 29, 2021.
- D. Siri, “The Office on Missing Persons didn't achieve anything substantial”, *The morning*, February 23, 2021.
- M. Pathmanathan, “International Investigation Into Sri Lanka's Enforced Disappearances Only Chance For Justice”, *Human Rights Pulse*, March 2, 2021.
- T. Dibbert, “Examining Sri Lanka's Office of Missing Persons”, *The Diplomat*, May 27, 2016.

RAPPORTS ET RESOLUTIONS

Sri Lanka :

- Office on missing persons, annual report, 2018.
- Office on missing persons, annual report, 2019.
- Office on missing persons, annual report 2020.

Union Européenne :

- Réponse de Mr Mandelson au nom de la Commission européenne à la question E-3338/2007, 8 août 2007.
- Résolution du Parlement européen du 10 juin 2021 sur la situation au Sri Lanka, en particulier les arrestations au titre de la loi sur la prévention du terrorisme, 2021/2748(RSP).

Organisation des Nations-Unies :

- Special Rapporteur on the Promotion of Truth, Justice, Reparations and Guarantees of Non-recurrence, *Report on the Foundation of the Mandate and the Importance of a Comprehensive Approach*, A/HRC/21/46, August 9, 2012.
- Conseil des droits de l'homme, *Rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires sur sa mission à Sri Lanka*, A/HRC/33/51/Add.2, 8 juillet 2016.
- “Learning from experience to advance gender equality; promising practices in Asia”, *United Nations High Commissioner for Refugees*, October 2017.
- Exposé verbal, 48ème session du Conseil des droits de l'homme, “The international movement against all forms of discrimination and racism”, 16 septembre 2021.

ORGANISATION NON-GOUVERNEMENTALE

- “Sri Lanka: President's remarks on “missing persons” are an affront to victims”, *International Commission of jurists*, January 24, 2020.

- “Sri Lanka: Deliver justice, truth and reparation to families of the disappeared”, *Amnesty International*, November 27, 2020.
- “Sri Lanka: newly adopted 20th Amendment to the Constitution is blow to the rule of law”, *International commission of jurists*, October 27, 2020.
- "Open Wounds and Mounting Dangers, Blocking Accountability for Grave Abuses in Sri Lanka", *Human Rights Watch*, February 2021.
- « Sri Lanka. L’obligation de rendre des comptes pour la disparition de 11 Tamouls n’est pas respectée », *Amnesty International*, 4 août 2021.
- M. Ganguly, “Families of Sri Lanka’s Forcibly Disappeared Denied Justice”, *Human Rights Watch*, August 25, 2021.